Le soutien de la Commission européenne à la production de cette publication ne constitue pas une approbation du contenu, qui reflète uniquement les opinions des auteurs, et la Commission ne peut être tenue responsable de l'utilisation qui pourrait être faite des informations qu'elle contient.

Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union

European ACCES

Acts and Cooperation for Civic Education in Schools

RAPPORT D'ENQUÊTE

SUR L'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ À L'ÉCOLE

EUROPEAN **YOUTH** PARLIAMENT
PARLEMENT EUROPÉEN DES **JEUNES**
FRANCE

Ce rapport a été cofinancé par l'Union européenne dans le cadre du programme Erasmus+ sous l'action clé 2 : Coopération pour l'innovation et l'échange de bonnes pratiques dans l'enseignement scolaire. Projet n°2020-1-FR01-KA201-080685 : "Actes européens et coopération pour l'éducation civique à l'école".

Les points de vue et opinions exprimés sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de l'Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA). Ni l'Union européenne ni l'EACEA ne peuvent en être tenus responsables.

Rapport édité par le PEJ France
23, rue Dagorno 75012 Paris

Directeur de publication
Angèle Courtot

Graphic design
Géraldine Kühn
Naïa Courrent

Impression
Proplan, 9 allée Jean Prouvé 92110 Clichy

January 2023

Contributeurs

Portugais:
Joana Franco, Jesica Dias, Lucia Pereira
France:
Taïana Marcon, Géraldine Kühn, Jean-Michel Delavault
Espagne:
David Mingo Montero
Finlande:
Ilona Krupinin-Vuorisalmi
Roumanie:
Timea Laczko, Botond Cserei
Türkiye:
Hanife Bestenur İpek

European ACCES
Acts and Cooperation for Civic Education in Schools

Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union

RÉSUMÉ

Présentation du projet
Enquête sur l'éducation à la citoyenneté dans les écoles secondaires en Europe
Ecoles partenaires
Étapes de l'enquête
Objectifs de l'enquête

Le rapport

1. La perception de la citoyenneté et son exercice

a. L'absence d'une définition claire et uniforme
- Quelle définition pour le citoyen ?
- Comment définir les droits et les devoirs ?
- Moralité et citoyenneté

b. Où exercer la citoyenneté :
- Les limites de la démocratie représentative et du vote
- L'importance de l'implication individuelle dans l'action collective
- L'importance du service public comme facteur de citoyenneté

c. Citoyenneté à plusieurs niveaux
- Citoyen de son pays
- Citoyen de sa ville
- Citoyen d'Europe
- Citoyen du monde

2. Comprendre le monde et ses enjeux

a. Sur la compréhension des systèmes politiques
- Une compréhension générale et théorique superficielle
- Un intérêt pour les affaires communautaires et un désintérêt pour la politique

b. Des problèmes sous-estimés pour les jeunes
La prédominance des enjeux locaux et nationaux
La prédominance des enjeux environnementaux et sociaux

c. Sources d'information
L'importance des réseaux sociaux
Des sources d'information plus traditionnelles

3. L'éducation civique dans les écoles

a. Les différents cours d'éducation civique à l'école

b. Améliorer l'efficacité de l'éducation civique.
- Rendre les élèves acteurs de leur apprentissage
- Impliquer des acteurs externes

c. Expériences de la démocratie à l'école
- Représentation étudiante dans les instances dirigeantes
- Donner du sens à la voix des élèves

4. Remarques finales

5. Lectures complémentaires

Présentation du projet

Face aux défis sociétaux qui motivent les jeunes en Europe, l'éducation joue un rôle clé pour former les futurs citoyens à répondre activement et collectivement aux défis d'aujourd'hui et de demain. Si la « promotion des compétences civiques[1] » est une priorité et développée par de nombreuses écoles en Europe, on observe de fortes disparités concernant l'éducation à la citoyenneté dans les différents Etats européens. Il y a un réel besoin de renforcer la capacité des écoles en Europe dans ce domaine et de créer des coopérations afin d'inclure une éducation à la citoyenneté à dimension européenne.

Le partenariat stratégique European Acts for Civic Cooperation in Schools (European ACCES) vise à favoriser le partage, le transfert et le développement de pratiques innovantes en matière d'éducation civique afin de :

[1] La compétence civique est ici définie comme l'ensemble des savoirs et savoir-faire qui permettent aux individus de participer à la vie collective : connaître ses droits et devoirs de citoyen, comprendre les systèmes politiques, connaître les principes de la démocratie et les modalités de la participation collective et individuelle, participer et s'engager au quotidien

1. Renforcer les écoles dans la mise en œuvre des mesures pédagogiques d'éducation à la citoyenneté

- développer une expertise sur les besoins et les pratiques existantes en Europe
- outiller et former des équipes pédagogiques pour monter des projets pédagogiques innovants pour l'éducation à la citoyenneté dans leurs écoles.
- renforcer la coopération entre les écoles et les acteurs de la jeunesse en Europe afin de développer des méthodes basées sur l'apprentissage formel et non formel.
- favoriser l'ouverture des équipes éducatives et des élèves à leur communauté locale et à la citoyenneté européenne.

2. Développer la participation démocratique et l'expression citoyenne des 14-18 ans en milieu scolaire

- Renforcer la participation et l'expression civique des élèves en milieu scolaire.
- Encourager les étudiants à avoir accès à des espaces participatifs qui favorisent la compréhension des enjeux actuels aux niveaux local, national et européen.
- Favoriser l'acquisition de compétences civiques et sociales par les lycéens en Europe : esprit critique, engagement, ouverture aux cultures européennes, adaptabilité, compétences linguistiques.
- Favoriser le dialogue et la co-construction entre enseignants et élèves autour de projets communs.

Le projet rassemble un consortium d'acteurs engagés dans l'éducation à la citoyenneté, complémentaires tant par leur implantation géographique que par leurs expertises : 4 écoles de Finlande, d'Espagne, de Turquie et de Roumanie, l'association du Parlement Européen des Jeunes - France portée par et pour les jeunes (16/25 ans), et l'association de jeunesse portugaise ECOS.

Tout au long du projet, les acteurs du consortium coordonnent 6 groupes pilotes composés d'élèves et de membres de l'équipe pédagogique qui réalisent chaque année scolaire un "parcours ACCES" : identifier les besoins, mettre en place des activités pour y répondre puis valoriser les enseignements et compétences acquis.

Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union

Le soutien de la Commission européenne à la production de cette publication ne constitue pas une approbation de son contenu, qui ne reflète que les opinions des auteurs, et la Commission ne peut être tenue responsable de l'utilisation qui pourrait être faite des informations qui y sont contenues.

Enquête sur l'éducation à la citoyenneté dans les écoles secondaires en Europe

L'objectif de l'enquête était de donner un aperçu de la diversité des perceptions sur la citoyenneté et l'éducation à la citoyenneté telle qu'observée dans les différents pays partenaires afin d'orienter le développement de méthodes innovantes d'éducation à la citoyenneté adaptées aux pratiques, aux besoins et aux envies des lycéens.

Les établissements partenaires

Les écoles dont sont issus les répondants sont des écoles secondaires qui préparent aux diplômes d'études secondaires. Certaines sont des écoles confessionnelles privées, d'autres sont publiques.

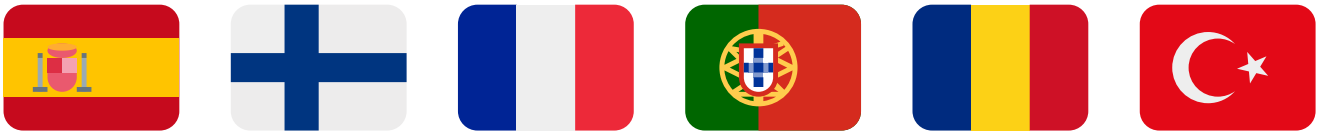
- Colegio Sagrada Familia à Aranjuez (ES) : école privée
- Lycée Valkeakoski à Valkeakoski (FI): école publique
- Lycée Istek Belde à Istanbul (TR) : école privée
- Institut Jeanne d'arc à Tarbes (FR) : école privée
- Escola Secundária Pinheiro e Rosa, à Faro (PT) : école publique
- Liceul Unitarian „János Zsigmond”, à Cluj Napoca (RO): école privée

Les étapes de l'enquête

Le contenu de l'enquête a été réalisé par les partenaires auprès des étudiants des groupes pilotes ACCES. Cette enquête a pris la forme suivante :

Un questionnaire en ligne distribué au sein des écoles du consortium ainsi qu'au sein d'autres écoles de chaque pays. Le questionnaire a été élaboré par les partenaires du projet sur la base de leurs connaissances et de leur expertise dans le domaine de l'éducation civique. Le questionnaire a été distribué par les partenaires dans leurs pays respectifs à leurs écoles et écoles partenaires entre mai 2021 et décembre 2022.

Profil des répondants au questionnaire :
Les répondants venaient des 6 pays partenaires du projet : Finlande, Roumanie, France, Espagne, Portugal et Turquie. Au total, nous avons recueilli 391 réponses.



33	80	106	66	36	73

Les répondants ont entre 14 et 18 ans.

- Une série d'ateliers de groupes de discussion menés par les groupes ACCES dans chaque école partenaire d'avril 2021 à juin 2022. Les sujets abordés étaient similaires pour chaque groupe (citoyenneté locale, solidarité internationale, gouvernance scolaire, droits humains, etc.) et les résultats ont été analysés par les animateurs.

- Une série d'entretiens semi-directifs réalisés dans les lycées du consortium par les élèves des groupes ACCES avec leurs pairs âgés de 15 à 18 ans.

Dans ce rapport, nous proposons une analyse essentiellement qualitative, basée sur les ateliers et entretiens réalisés.

Les objectifs généraux :

Cette enquête a permis aux partenaires du projet d'avoir une meilleure compréhension de l'éducation civique dans les lycées des pays partenaires et d'analyser les envies et besoins exprimés par les élèves sur cet enseignement.

Sur la base de cette analyse, le projet entend construire des outils pédagogiques pour les jeunes et les professionnels de la jeunesse pour répondre aux besoins.

Guide des bonnes pratiques : ce guide a pour objectif de détailler les pratiques innovantes mises en place dans différentes écoles et qui ont fait leurs preuves pour améliorer l'éducation civique des élèves dans le cadre de leur parcours scolaire

Kit ACCES : ce kit est une méthode pour les professionnels de la jeunesse mais aussi pour les jeunes afin de mettre en place dans leur école un parcours civique participatif et inclusif pour les élèves

Une plateforme d'échange en ligne : acces.pejfrance.org

Un kit de formation : il s'adresse à toute personne souhaitant se former à l'utilisation des méthodes participatives basées sur l'éducation populaire afin de les intégrer dans l'apprentissage de la citoyenneté chez les élèves du secondaire.

Un livret de propositions élaborées par les élèves à l'intention des décideurs pour améliorer l'éducation civique dans les écoles secondaires et suggérer des alternatives basées sur l'expérience ACCES

Au-delà du projet et de la réalisation d'outils pédagogiques spécifiques, cette enquête sert de base à d'autres initiatives portées par les structures de jeunesse et à adapter leurs activités pour répondre aux attentes des jeunes avec lesquels elles travaillent.

LE RAPPORT

Le rapport présente une analyse transversale des résultats du questionnaire, des groupes de discussion et des entretiens individuels.

Il est structuré autour de trois axes principaux :

Perception et pratiques de la citoyenneté : les questions portaient sur le niveau d'implication des jeunes interrogés, ainsi que sur leur conception de la citoyenneté au sens large puis à des échelles spécifiques.

Intérêt et compréhension des enjeux civiques actuels : nous interrogeons ici les élèves sur leur intérêt et leur compréhension des enjeux civiques locaux, nationaux et européens actuels ainsi que sur leur compréhension des institutions locales, nationales et européennes.

Avis sur l'éducation à la citoyenneté à l'école : ces questions sont axées sur les besoins et les désirs des élèves concernant l'éducation à la citoyenneté et les pratiques démocratiques dans leur école.

LA PERCEPTION DE LA CITOYENNETÉ ET SON EXERCICE

Dans une première partie, nous analysons les résultats relatifs à la perception générale de la citoyenneté chez les jeunes interrogés ainsi que les façons dont ils l'exercent.

Absence de définition claire et uniforme

Nous avons observé qu'une définition claire et cohérente du citoyen et de la citoyenneté n'existe même pas au sein des pays. Si les répondants ont du mal à définir la citoyenneté et la notion de citoyen, nous pouvons identifier des concepts associés qu'ils utilisent pour exprimer leur définition du citoyen et de la citoyenneté.

Quelle est la définition d'un citoyen?

Très vite, les répondants se sont heurtés à la question de la définition d'« être citoyen ». Parmi les définitions envisagées par les jeunes du terme « citoyen », on peut distinguer :

- avoir la nationalité d'un Etat, donc appartenir à sa communauté nationale et donc être régi par les législations en vigueur dans cet Etat (droits et devoirs légaux) ; c'est le cas d'un adulte qui possède la nationalité d'un État.

- avoir la nationalité d'un Etat mais n'avoir que des droits et des devoirs restreints ; c'est le cas des ressortissants mineurs ou sous tutelle

- avoir la citoyenneté sans nationalité : les individus sont citoyens d'une communauté parce qu'ils y vivent et y participent (droits et devoirs légaux partiels) mais n'en possèdent pas la nationalité.

Pour les répondants, le lien entre le sentiment d'appartenance et la citoyenneté est très fort. Pour la plupart des jeunes interrogés, cela renvoie à la nationalité. cEtte compréhension découle des pratiques politiques et juridiques en vigueur dans les pays représentés aux XXe et XXIe siècles[1] . Mais, pour les répondants, cette appartenance peut aussi se définir en dehors du cadre de la nation à travers une série de caractéristiques d'une communauté : coutumes, langue, situation géographique, respect des règles de vie commune, traditions...

Nationalité et citoyenneté :

Avoir la nationalité d'un État signifie appartenir à un corps social défini, la communauté nationale. Cette adhésion donne des droits et des devoirs civiques. Cette communauté est, dans les démocraties libérales modernes, détentrice de la souveraineté nationale, et elle exerce cette souveraineté par délégation.

Qu'il découle ou non de la nationalité, le sentiment d'appartenance se traduit par des droits et des devoirs pour la majorité des répondants.

Comment définir les droits et les devoirs ?

En examinant la question des droits et devoirs, on constate la difficulté pour les jeunes de déterminer ce qu'ils recouvrent. En effet, en l'absence de connaissances juridiques sur la citoyenneté, leurs définitions reposent sur divers concepts adjacents.

Lors des ateliers, nous avons constaté que la portée de ces droits n'est pas très claire pour les élèves: droit de vote, liberté d'expression, sécurité, droits de l'homme... De même pour les devoirs, les participants ont cité : le devoir d'aider sa communauté, de travailler, de respecter les autres, de payer des impôts...

1 Luttes pour l'appartenance : la citoyenneté en Europe, 1900-2020. Par Dieter Goswinkel. Traduit par Rhodes Barrett. Oxford : presse universitaire d'Oxford. 2021
.

Si certaines d'entre elles sont légales (droit de vote, liberté d'expression, droit à la vie, payer des impôts, respecter la loi pénale...), d'autres relèvent de la morale. Par exemple, les répondants soulignent l'importance de « l'entraide » et insistent sur le « devoir d'aider sa communauté » et de contribuer en tant qu'individu.

On note également la prévalence de la réciprocité entre droits et devoirs : un citoyen a des droits et des devoirs qui se répondent (par exemple : j'ai le droit à la liberté d'expression et j'ai le devoir de respecter celle d'autrui...)

Morale et citoyenneté

Morale

La morale peut être définie comme un ensemble de règles de conduite considérées comme "bonnes" selon une certaine conception de la vie. Cela diffère d'un endroit à l'autre et d'un moment à l'autre. Pour cette raison, il n'y a pas de définition précise des règles qu'il contient.

L'introduction de la moralité dans les questions de citoyenneté ajoute une autre couche de complexité et peut remodeler les définitions et les compréhensions de la citoyenneté. Alors que des considérations juridiques définissent traditionnellement la citoyenneté sur la base de la nationalité, l'inclusion des devoirs moraux en tant que facteur déterminant élargit la portée de la citoyenneté au-delà des frontières juridiques.

L'idée que l'accomplissement des devoirs moraux peut l'emporter sur les considérations juridiques implique que la citoyenneté n'est pas uniquement déterminée par le statut juridique, mais aussi par le caractère moral et les actions d'un individu. Cette perspective défendue par la majorité des participants aux ateliers suggère que les individus qui respectent des devoirs moraux et contribuent activement à leur communauté, même s'ils ne sont pas des ressortissants, peuvent être considérés comme des citoyens. Elle reconnaît l'importance des valeurs morales et de la conduite éthique dans la définition de l'identité et de l'engagement civique d'une personne.

De même, considérer les nationaux n'ayant que des droits partiels (comme eux-mêmes) comme des citoyens souligne l'importance de l'inclusion et de la participation égale au sein d'une communauté. Il reconnaît que la citoyenneté ne repose pas uniquement sur des droits légaux, mais aussi sur l'engagement actif et les contributions que les individus apportent à leur communauté, quelle que soit l'étendue de leurs droits.

L'introduction de la moralité dans les discussions sur la citoyenneté reflète une évolution plus large vers une compréhension plus inclusive et participative de la citoyenneté. Il met l'accent sur l'importance des principes éthiques, de l'engagement communautaire et de la contribution à l'intérêt général en tant que composantes essentielles de la citoyenneté.

Cependant, il est important de noter que l'inclusion de la moralité dans les discussions sur la citoyenneté peut soulever des questions complexes et peut varier selon les contextes et les cultures. Les intimés sont conscients que la détermination des devoirs moraux à prendre en compte et la manière dont ils sont évalués peut être subjective et sujette à interprétation.[2]

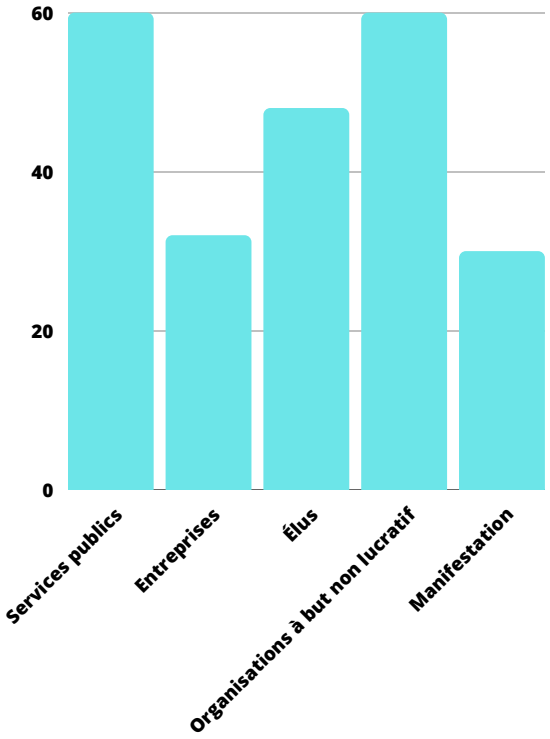
En incorporant des considérations morales dans les discussions sur la citoyenneté, les répondants élargissent la compréhension de la citoyenneté et semblent valoriser une approche plus inclusive, participative et responsable de l'engagement civique et de communautaire.

2. Au cours des ateliers internationaux, les participants des pays partenaires ont eu, par exemple, l'occasion de discuter de leurs points de vue et de leurs différences concernant l'aide humanitaire internationale et individuelle et le conflit en cours impliquant la Russie et l'Ukraine. Les discussions ont porté sur divers aspects, notamment des points de vue divergents sur la responsabilité de fournir une assistance humanitaire, la légalité et l'éthique des interventions, et les circonstances spécifiques entourant la guerre russe en Ukraine.

Lieux d'exercice de la citoyenneté

La première façon d'exercer la citoyenneté pour les jeunes répondants est le vote et la démocratie représentative. En effet, ce système est le plus répandu dans les démocraties libérales modernes. Nous notons qu'ils connaissent également d'autres endroits où cela est possible.

Pourcentage de répondants qui identifient des éléments comme un exercice de citoyenneté



Les limites de la démocratie représentative et du vote

Si la démocratie représentative est le mode d'exercice de la citoyenneté identifié par la plupart des répondants, ils sont bien conscients des limites de ce système

Ils ont souligné trois limites principales :

- Manque de représentativité : de nombreux citoyens n'ont pas le droit de vote, comme les jeunes ou les détenus, ce qui limite la représentativité des institutions élues. Bien qu'ils aient des devoirs, ils n'ont pas le droit d'exprimer leur citoyenneté de cette manière. On note également que le nombre d'électeurs est faible dans tous les pays enquêtés, notamment chez les jeunes[3].

- Manque de confiance dans les instances élues : de nombreux répondants déclarent ne pas avoir confiance dans le processus de représentation et donc dans les instances élues par ce processus.

- Manque de connaissances des électeurs : les jeunes interrogés ont exprimé des doutes sur les personnes qui votent et s'ils ont les connaissances nécessaires pour voter en toute conscience . Selon eux, toutes les personnes qui peuvent voter n'ont pas les compétences et les connaissances adéquates pour le faire.

En ce qui concerne l'abaissement de l'âge de vote, la majorité des répondants se sont disent contre. Selon eux, les jeunes, y compris eux-mêmes, ne sont pas suffisamment conscients et familiers des enjeux ou des implications de leur vote pour faire un choix éclairé. Ils ont souligné la nécessité de donner aux jeunes les outils et les clés de compréhension des enjeux pour leur permettre de faire les bons choix.

Les lieux de la démocratie au quotidien

Les organisations à but non lucratif ont été identifiées par les répondants comme des acteurs clés dans l'exercice de la citoyenneté. En effet, le regroupement de plusieurs personnes autour de valeurs communes sur une longue période dans la poursuite d'un objectif commun d'intérêt général de manière organisée traduit une volonté collective de s'engager pour l'amélioration de la vie de la communauté. Pour les jeunes participants, c'est un moyen de s'impliquer individuellement dans un processus collectif tout en apprenant les concepts clés de la démocratie et du vivre ensemble (discussions et concertation, assemblée générale, vote...).

3 Internationale pour la démocratie et l'assistance électorale

Les répondants ont également déclaré que les entreprises peuvent servir de plateformes d'exercice de la citoyenneté, notamment au sein de l'économie sociale et solidaire. Les entreprises citoyennes se caractérisent par leur souci de créer de la valeur pour la communauté, au-delà des considérations purement économiques. Ces entreprises mettent l'accent sur les valeurs écologiques, sociales et démocratiques dans leurs activités. Ils accordent la priorité à la durabilité, s'engagent dans des initiatives sociales et impliquent les employés dans les processus de prise de décision. En adhérant à des logiques plus larges au-delà de l'économie pure, les entreprises citoyennes contribuent au bien-être de la communauté et illustrent une forme d'entreprise citoyenne.

Pour les répondants, les manifestations sont des lieux où ils peuvent exercer leur citoyenneté. Cependant, elles impliquent un engagement moins important que les deux précédents. Elles se concentrent généralement sur des actions très ciblées avec des objectifs très précis. Il semble que ce mode d'action dépende beaucoup de la culture et de l'histoire de chaque pays partenaire. En tout cas, les jeunes interrogés sont sceptiques quant au succès de ce mode d'action.

L'importance du service public comme facteur de citoyenneté

Service publique

Un service public est défini comme l'ensemble des services (matériels ou immatériels) rendus par une entité publique aux citoyens et à l'ensemble de la population.

Le service public est un facteur de cohésion sociale et de diversité. C'est aussi un facteur d'égalité entre les citoyens. L'État et les collectivités territoriales s'engagent en principe pour l'intérêt général par leurs actions : écoles, voiries, bibliothèques, équipements sportifs, etc. Tous ces éléments profitent à la collectivité et assurent le bien-être des individus.

Le service public, c'est aussi la protection des droits et la sanction des devoirs non remplis nécessaires au maintien de l'équilibre des droits et des devoirs qui semble définir la citoyenneté pour les répondants.

Pour les jeunes interrogés, il est facile d'identifier le service public car il s'agit de services qu'ils utilisent dans leur vie quotidienne. Cependant, on constate une confusion entre ce qui est en réalité un service public et ce qui est parfois un service dont la gestion est déléguée au secteur privé. Cette confusion est tout à fait compréhensible en raison de la complexité juridique qui entoure ces entités.

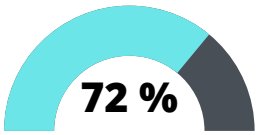
Foi, Église et citoyenneté :

Certaines des écoles dont sont issus les répondants sont des écoles chrétiennes privées. Pour ces étudiants, religion et citoyenneté sont directement liées. Bien que les activités religieuses ne soient pas obligatoires pour tous, il est indéniable qu'elles jouent un rôle important dans le sentiment d'appartenance à leur communauté. Ces activités sont pour eux l'occasion d'exercer leur citoyenneté grâce à des actions de solidarité initiées par le personnel enseignant et religieux : collecte de dons pour les plus démunis, récolte de fonds, etc...

La citoyenneté à plusieurs échelles

Les jeunes répondants se considèrent-ils citoyens ? Gardant à l'esprit la disparité entre la définition proposée, les réponses à la question sont basées sur le sentiment d'appartenance des répondants à différentes échelles : locale, nationale, européenne et mondiale.

Citoyen de son pays :[4]



Part des répondants qui se sentent citoyens de leur pays

La nationalité et la citoyenneté sont étroitement liées, la majorité des répondants s'identifiant comme citoyens de leurs pays respectifs. Les identités nationales sont façonnées par des symboles comme les drapeaux, les hymnes et la langue, qui évoquent un sentiment de fierté et d'héritage partagé. Les services publics, y compris les systèmes éducatifs, jouent un rôle dans la transmission des valeurs culturelles et la promotion d'une compréhension commune de l'identité nationale. Les écoles enseignent l'histoire, la langue et les pratiques culturelles pour instiller un sentiment d'appartenance et d'unité parmi les citoyens. Dans l'ensemble, ces facteurs contribuent au développement d'une identité nationale et d'un sentiment de citoyenneté au sein d'un pays.

Minorité hongroise de Roumanie :

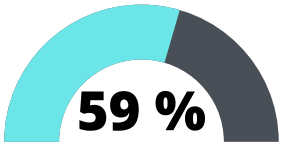
Il est intéressant de noter la spécificité culturelle et linguistique des jeunes du lycée Liceul Unitaria Janosz Zigmund de Cluj Napoca, en Transylvanie, où les cours sont dispensés en hongrois. Bien que ces jeunes se considèrent roumains, ils attachent une grande importance à leur culture et à leur langue hongroises et souhaiteraient que celles-ci soient mieux reconnues par leur pays.

Cet attachement culturel et linguistique peut jouer un rôle important dans un projet local axé sur l'éducation civique. En intégrant des éléments de la culture et de la langue hongroises dans les activités du projet, l'identité et la fierté des jeunes participants peuvent être renforcées.

4. En l'absence de disparités notables entre les pays enquêtés, nous avons choisi de présenter ici la proportion globale des réponses.

Citoyen de votre ville :[4]

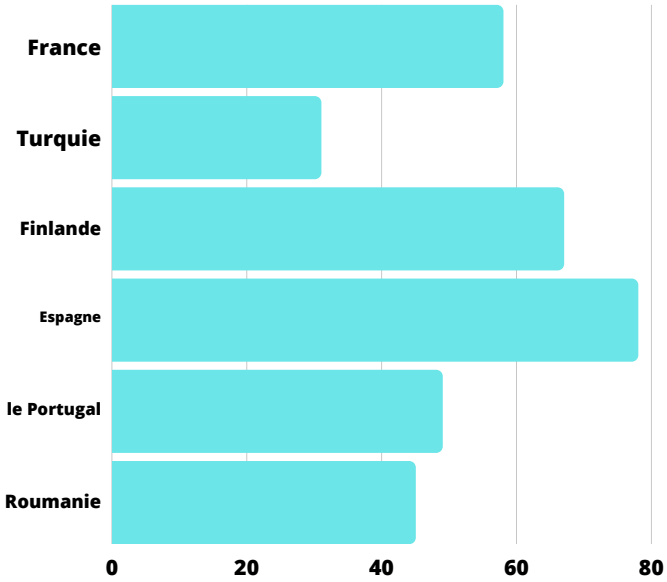
Part des répondants qui se sentent citoyens de leur ville



A l'échelle de leur ville, les jeunes ressentent un fort sentiment d'appartenance. La proximité géographique et affective à ce niveau est directe : ils sont plus au fait de l'actualité et des enjeux etc...
Il y a une proximité physique avec les acteurs du territoire (ex : on les rencontre plus facilement en personne, on peut les croiser en ville...), leur capacité à avoir un impact est importante (ex : mise en place d'initiatives locales...).
Une autre tendance est le développement de conseils de jeunes dans les localités. La citoyenneté locale est encouragée par des politiques locales qui visent à impliquer les jeunes dans la politique de leur territoire.

Citoyen d'Europe

Part des répondants qui se sentent citoyens européens par pays :



Pour les jeunes des États membres de l'Union européenne, la question a reçu des réponses mitigées. Pour ceux qui se considèrent comme des citoyens européens, ce terme reste relativement dénué de sens. En effet, la citoyenneté européenne ne semble pas avoir de traduction et d'implications tangibles dans le monde réel pour les jeunes. Elle n'est conditionnée que par l'existence de leur citoyenneté nationale. Ils sont citoyens européens parce qu'ils sont citoyens d'un État membre.

4. En l'absence de disparités notables entre les pays enquêtés, nous avons choisi de présenter ici la proportion globale des réponses.

L'une des raisons est que l'Union européenne et la citoyenneté européenne sont peu prises en compte dans les programmes d'éducation civique. Selon les répondants, elle est principalement abordé dans les programmes d'histoire, sa compréhension n'est pas ancrée dans l'actualité et n'a d'impacts concrets sur la vie des jeunes.

On constate que l'apprentissage de l'Europe est également délaissé au profit des enjeux nationaux, priorisés par les États. En effet, ce sont eux qui sont compétents pour les programmes scolaires. En l'absence d'un accord au niveau de l'Union européenne opposable à chaque Etat sur son contenu et ses objectifs, il semble inévitable que cet apprentissage reste minoritaire et incomplet.

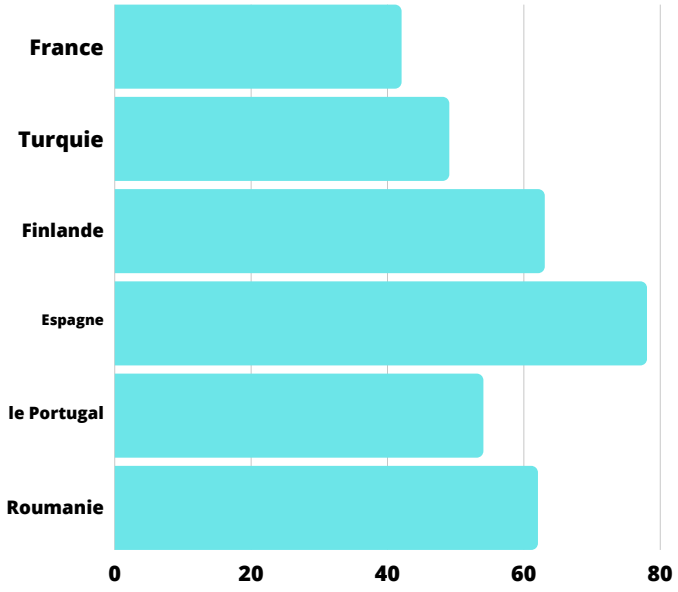
Cependant, il est vrai que la citoyenneté européenne est associée à la libre circulation des personnes et aux programmes d'échanges tels que le programme Erasmus+ ou les réseaux de coopération entre écoles européennes. Autrement dit, des matérialisations concrètes de l'Europe pour ces jeunes.

La Turquie et l'Union Européenne :

Fait intéressant, malgré le fait que la Turquie ne fasse pas partie de l'Union européenne, un pourcentage important de répondants (31%) se considèrent comme faisant partie de l'Europe. Cette perception peut être influencée par un certain nombre de facteurs, notamment la position géographique de la Turquie et l'héritage culturel de l'établissement partenaire basé à Istanbul.

Citoyen du monde:

Part des répondants qui se sentent citoyens du monde par pays :



Bien qu'il n'y ait pas de « nationalité mondiale » officielle, un nombre important de répondants se considèrent toujours comme des citoyens du monde. Cette citoyenneté mondiale se définit comme un sentiment d'appartenance à des enjeux mondiaux tels que la durabilité environnementale et la solidarité internationale. Ce sentiment de citoyenneté mondiale peut être attribué à un accès accru à l'information, permettant aux jeunes d'être plus conscients de l'actualité, des préoccupations et des problèmes dans différentes régions du monde. En conséquence, les individus sont de plus en plus conscients des conséquences mondiales de leurs actions, tant au niveau individuel que national.

De nombreux jeunes interrogés sont activement impliqués dans des projets de développement et de coopération internationaux, ce qui indique leur engagement à relever les défis mondiaux. Cependant, pour ceux qui ne s'identifient pas comme citoyens du monde, il peut être difficile de comprendre la distance culturelle et historique à l'échelle mondiale. Le sentiment d'appartenance est considéré comme un critère nécessaire pour se sentir citoyen, et sans lui, comprendre et s'identifier aux problèmes mondiaux peut sembler lointain ou inaccessible.

Pour les jeunes interrogés, la citoyenneté est un concept porteur de sens, même s'il peut être perçu comme vague. Ils définissent la citoyenneté principalement comme un sentiment d'appartenance à une communauté et mettent l'accent sur la contribution de l'individu à cette communauté. Les répondants identifient diverses formes et lieux où ils vivent la citoyenneté dans leur vie quotidienne.

La citoyenneté, selon les répondants, existe à plusieurs échelles. Elle ne se limite pas au niveau national mais peut également être vécue à des niveaux plus petits et plus locaux. L'étendue de leur citoyenneté à chaque niveau dépend de facteurs tels que la proximité de la communauté et leur compréhension de son fonctionnement et des problèmes qui prévalent.

Ces jeunes individus reconnaissent que leur sens de la citoyenneté s'étend au-delà des frontières nationales. Ils expriment leur préoccupation et leur engagement envers les problèmes mondiaux, démontrant un désir de contribuer à des communautés plus larges au-delà de leur environnement immédiat. Leur concept de citoyenneté englobe une perspective plus large qui inclut la responsabilité et la participation individuelles et collectives face aux défis sociétaux.

COMPRENDRE LE MONDE ET SES ENJEUX

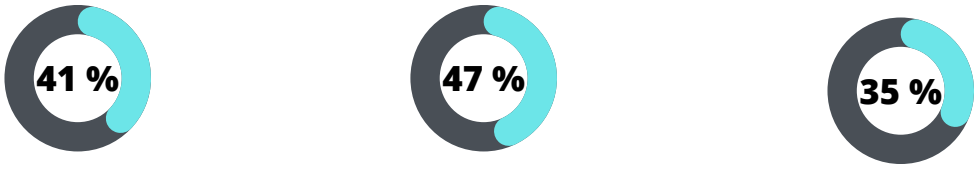
Une bonne compréhension de notre environnement et de ses enjeux est essentielle pour remplir ses devoirs et s'épanouir en tant que citoyen. Les répondants ont pu s'exprimer sur leur compréhension des systèmes de pouvoir, sur les enjeux qui leur tiennent le plus à cœur et enfin sur les moyens d'information qu'ils utilisent pour comprendre le monde qui les entoure.

Sur la compréhension des systèmes politiques

L'éducation civique implique également de comprendre les systèmes politiques et leur fonctionnement, ainsi que leurs relations avec la politique et les affaires publiques.

Sur la compréhension des systèmes politiques

Part des répondants qui disent comprendre les systèmes politiques ....



local *national* *européen*

Les répondants rapportent une compréhension globale des institutions. Ils connaissent les institutions politiques locales, nationales, européennes et mondiales. Ils peuvent identifier les principaux acteurs qui gèrent les décisions politiques à différents niveaux (local et national).

Cependant, leur compréhension du fonctionnement de l'Europe est très floue. L'influence de l'Union européenne sur leur vie quotidienne est très peu comprise par les répondants. Ils n'identifient pas d'institutions telles que la Commission européenne ou la Cour de justice de l'Union européenne. Pour tous les jeunes interrogés, l'Union européenne est abordée dans sa compréhension historique ou géographique.

De même, la gouvernance mondiale est peu accessible aux jeunes, qui identifient certaines des grandes institutions internationales sans évoquer leur compétence ni leur fonctionnement (ONU, OMC, OMS, etc.).
Ces disparités dans la compréhension des systèmes s'expliquent bien sûr par la faible visibilité de ces institutions dans le quotidien des jeunes, ainsi que par le peu de temps qui leur est consacré dans le cursus scolaire. Le manque de connaissances juridiques ne leur permet pas d'établir une compréhension plus précise des systèmes politiques, y compris locaux et nationaux.

Par ailleurs, on note que l'enseignement théorique dispensé dans les écoles n'a pas d'effet durable sur les répondants. Ils ont des difficultés à transposer la théorie dans le monde réel et à comprendre l'imbrication des échelles et des systèmes de décision.

Un intérêt pour la politique et un désintérêt pour la politique

Les répondants sont politiquement engagés et intéressés par les enjeux actuels, cherchant des occasions d'apprendre, de partager et d'agir pour leurs communautés. Cela peut prendre plusieurs formes : certains sont membres d'associations, s'engagent dans l'activisme numérique par le biais de campagnes, font partie de leurs conseils locaux de jeunesse, d'organisations sportives... Cela reflète leur sens de la responsabilité civique et leur désir de contribuer au bien-être de leur société.

Cependant, ils ont également signalé une relation distante avec la politique et le manque d'intérêt pour la politique, malgré leur envie de contribuer à leur communauté. Il met en évidence une déconnexion entre les idéaux et les aspirations des jeunes et leur perception de la politique telle qu'elle est pratiquée par les décideurs.
La confusion et la perplexité exprimées par les jeunes face à l'exercice du pouvoir politique et le discours contradictoire des politiciens est un sentiment commun dans la société.[5] Cela peut être attribué à divers facteurs, notamment le manque perçu de transparence, de responsabilité et d'intégrité dans les processus politiques, ainsi que la désillusion vis-à-vis de l'establishment politique.

5. Gherghina, S., et Geissel, B. (2018). Une alternative à la représentation : expliquer les préférences des citoyens en tant que décideurs politiques. Politique. Étalon. Rév. 17, 224–238. doi: 10.2139/ssrn.3264614

Des problèmes sous-estimés pour les jeunes

Nous constatons que la majorité des jeunes interrogés sont attentifs aux enjeux locaux et nationaux ainsi qu'aux enjeux environnementaux et sociaux. Ce sont ces enjeux qu'ils considèrent comme sous-estimés dans le discours public.

La prédominance des enjeux locaux et nationaux

L'accent mis par les répondants sur les enjeux locaux comme les plus sous-estimés et leur second intérêt pour les enjeux nationaux s'expliquent par la proximité géographique et affective que les jeunes ont avec ces échelles.

Au niveau local, les jeunes ont un lien plus étroit avec leurs communautés, ce qui leur permet de mieux comprendre et de mieux appréhender les défis et les besoins spécifiques auxquels ils sont confrontés. Ils sont directement témoins des conséquences de ces problèmes et peuvent ressentir l'impact de leurs actions dans leur environnement immédiat. Cette proximité favorise un sentiment d'appartenance et de responsabilité, car les répondants croient qu'ils (ou les adultes proches d'eux) peuvent contribuer activement à apporter un changement positif au niveau local.

De plus, l'existence de politiques axées sur les jeunes et les possibilités d'implication dans les processus décisionnels locaux renforcent encore leur engagement et leur sens de l'action. Les conseils de jeunes[6], les consultations et les budgets participatifs offrent des plateformes permettant aux jeunes d'exprimer leurs opinions, leurs idées et leurs préoccupations et de participer activement à l'élaboration des politiques et des initiatives locales. Ces avenues d'engagement permettent aux jeunes de jouer un rôle actif dans la résolution des problèmes locaux et de créer un sentiment d'appartenance et de responsabilité au sein de leurs communautés.

6. Ceux-ci existent dans toutes les villes qui font partie du projet. Lire la suite : A. Crowley & D. Moxon, Formes nouvelles et innovantes de participation des jeunes aux processus décisionnels (2018), , Conseil de l'Europe.

De même, si les enjeux nationaux n'ont peut-être pas la même proximité immédiate que les enjeux locaux, les jeunes expriment tout de même un intérêt significatif. Les questions nationales ont souvent des implications plus larges qui affectent une population plus large et peuvent façonner l'orientation générale du pays.

Il est important de reconnaître et de favoriser cet intérêt pour les enjeux locaux et nationaux, car il reflète l'engagement actif et l'esprit civique des jeunes. L'éducation joue un rôle crucial dans l'approfondissement de leur compréhension de ces questions, la promotion de la pensée critique et leur donnant les moyens de participer aux processus de prise de décision aux deux niveaux.

La prédominance des enjeux environnementaux et sociaux

Les répondants ont exprimé leur prise de conscience et leur préoccupation pour le bien-être de leurs communautés et de la planète en pointant les enjeux sociaux et environnementaux comme les plus sous-estimés. Cela correspond à des tendances plus larges, car les jeunes du monde entier sont de plus en plus actifs et engagés dans la résolution des problèmes sociaux et environnementaux.[7]

L'entraide dans la communauté, comme le mentionnent les répondants, est un moyen précieux de contribuer à la vie communautaire et d'aider les autres sur le plan social. Il favorise un sentiment de solidarité et d'empathie, renforçant la notion de citoyen responsable et engagé. En s'engageant dans des activités telles que les collectes solidaires ou le soutien scolaire, les individus participent activement à créer un impact positif sur leurs communautés.

Les questions environnementales, en particulier le changement climatique, sont devenues une préoccupation majeure pour les jeunes du monde entier. Les répondants reconnaissent que le changement climatique est un problème complexe et multiforme qui nécessite une action collective et des changements de comportement individuels.

7. Amnesty International . Section Suisse. (2019, 10 décembre). Le changement climatique au cœur des préoccupations [Communiqué de presse]

Les actions individuelles et collectives mentionnées par les répondants, telles que la collecte des déchets, la collecte de fonds et la collecte des produits de première nécessité, démontrent leur engagement à résoudre les problèmes environnementaux. Ces actions contribuent à créer une prise de conscience, à soutenir des solutions et à favoriser un sentiment de responsabilité envers l'environnement.

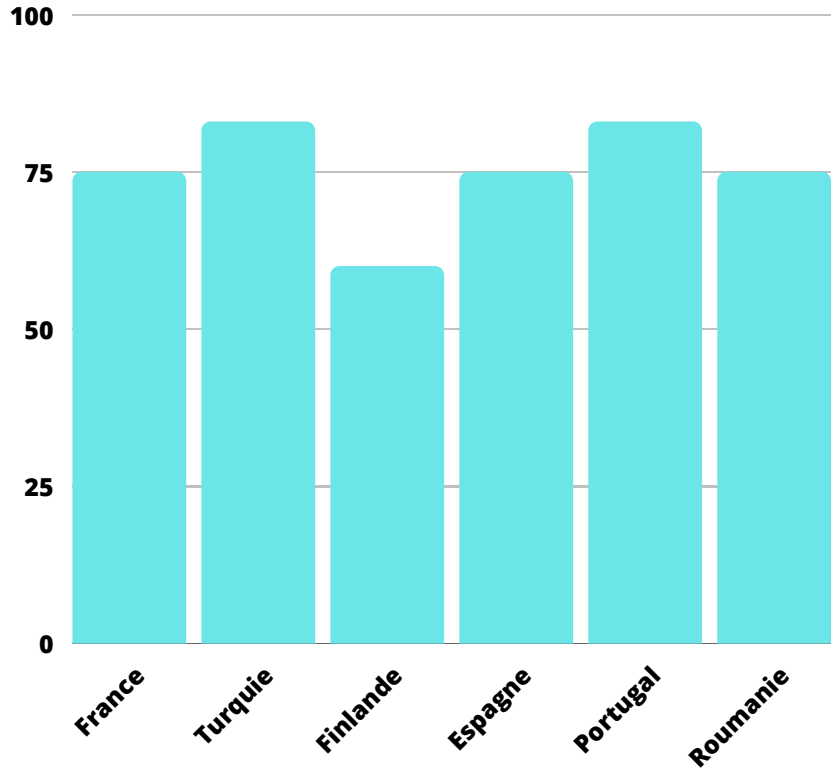
Les répondants reconnaissent que les écoles et les établissements d'enseignement jouent un rôle crucial pour nourrir et encourager ces engagements sociaux et environnementaux en offrant des opportunités d'apprentissage, en organisant des initiatives et en intégrant la durabilité et la responsabilité sociale dans leurs programmes.

Les jeunes interrogés expriment moins d'intérêt pour les questions économiques, principalement en raison d'une couverture et d'un engagement pratique limitées avec ces sujets dans leur éducation. Les préoccupations économiques sont considérées comme lointaines et théoriques, avec un accent sur leur avenir professionnel à court et moyen terme et les problèmes immédiats liés à la communauté. Ils ressentent un manque de légitimité et un sentiment d'impuissance pour aborder les questions économiques, ce qui peut conduire à un sentiment de distance et de désengagement. La faible place accordée à l'économie dans les programmes scolaires et l'absence de leviers d'action concrets contribuent à leur désintérêt et à leur moindre implication pour les questions économiques.

Les sources d'informations

L'accès à des informations fiables joue un rôle crucial pour permettre aux individus d'interagir avec leurs communautés, de se forger une opinion éclairée et de prendre des mesures significatives. Des informations fiables servent de base pour comprendre les problèmes de société, évaluer différentes perspectives et prendre des décisions éclairées.

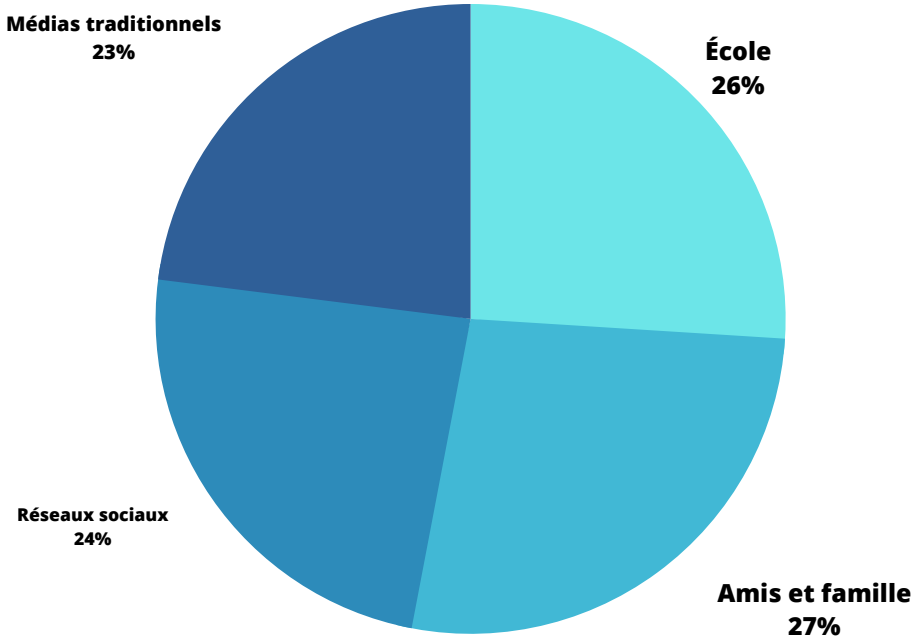
Part des répondants pour qui il est nécessaire d'être informé de l'actualité pour être un bon citoyen :



Plusieurs dispositions nationales et européennes soulignent que l'éducation aux médias est une composante essentielle de l'éducation civique.[8] Son objectif est d'améliorer les connaissances et les compétences des individus, leur permettant de s'engager de manière critique et créative avec les médias dans leur vie quotidienne et leurs efforts professionnels.

8. J. McDougall, M. Zezulkova, B. van Driel, Enseigner l'éducation aux médias en Europe : preuves de pratiques scolaires efficaces dans l'enseignement primaire et secondaire, NESET Analytical Report, 2018

Pourcentage de répondants qui disent obtenir des informations de ...



L'importance des réseaux sociaux

La reconnaissance des réseaux sociaux comme sources importantes d'information et de sensibilisation chez les jeunes est en effet notable dans notre enquête. Des plates-formes telles que Twitter, Instagram, TikTok et Spotify offrent un accès à une grande quantité d'informations que les utilisateurs peuvent activement choisir de suivre en fonction de leurs intérêts et de leurs préférences. Cependant, les répondants sont également conscients des limites et des défis associés à l'obtention d'informations à partir des réseaux sociaux. Ceux-ci inclus:

1. Illusion de choix : les algorithmes utilisés par les réseaux sociaux peuvent créer une bulle de filtrage, où les utilisateurs sont exposés à un contenu qui correspond à leurs croyances et préférences existantes. Cela peut limiter la diversité des perspectives et potentiellement conduire au renforcement d'informations biaisées ou unilatérales.

2. Propagation de la désinformation : les réseaux sociaux peuvent être un terrain fertile pour la désinformation, où des informations fausses ou trompeuses peuvent se propager rapidement. Cela peut poser des problèmes pour discerner des informations précises et fiables au milieu de l'abondance de contenu.
3. Manque de rigueur scientifique : le contenu partagé sur les réseaux sociaux peut ne pas toujours répondre aux normes scientifiques ou faire l'objet d'une vérification rigoureuse des faits. Cela peut conduire à la diffusion d'informations inexactes ou non fondées.

Des sources d'information plus traditionnelles

Les répondants ont indiqué qu'ils comptent sur les médias traditionnels comme source d'information en raison de leur crédibilité perçue, mais ils expriment des inquiétudes quant aux biais potentiels. Ils reconnaissent l'influence de la famille et des amis en tant que sources d'information, reflétant la nature sociale du partage d'informations et les différents niveaux de confiance placés dans les cercles sociaux immédiats.

Les répondants ont également exprimé des préoccupations au sujet des écoles en tant que source d'information. Ils ont souvent l'impression que les informations présentées dans les écoles ne sont pas liées à leurs expériences immédiates, à leurs intérêts et aux problèmes de société qu'ils rencontrent dans leur vie quotidienne. Pour répondre efficacement à ces préoccupations, il est essentiel de donner la priorité à la fourniture d'informations pertinentes, à jour et applicables dans le programme scolaire. La pertinence est essentielle pour capter l'intérêt et l'attention des élèves. Ils se sentent plus intéressés lorsque des exemples concrets, des événements actuels et des études de cas sont intégrés aux concepts théoriques.

La compréhension des systèmes politiques varie selon l'échelle, principalement en raison des priorités établies dans les programmes scolaires par les différents États. Le niveau national reste le point central de l'éducation à la citoyenneté à l'école, ainsi que l'axe prioritaire lorsqu'il s'agit d'aborder l'actualité au quotidien.

Les jeunes répondants montrent un intérêt particulier pour les enjeux qui leur sont plus proches, plus concrets et où ils sentent qu'ils peuvent faire la différence. Pour rester informés sur ces questions, ils s'appuient sur une variété de sources d'information. Ils reconnaissent que l'enseignement dispensé dans les écoles a ses limites et ne répond pas pleinement à leurs besoins en matière d'éducation civique.

Les limites de l'éducation en milieu scolaire dans le domaine de l'éducation civique peuvent provenir de facteurs tels que le contenu obsolète des programmes, l'accent insuffisant sur les applications pratiques ou un manque de pertinence directe pour la vie des élèves. En conséquence, les jeunes recherchent des sources d'information alternatives pour compléter leur compréhension et leur engagement vis-à-vis des questions civiques.

ÉDUCATION CIVIQUE DANS LES ÉCOLES

Dans cette dernière partie, nous analysons les opinions des élèves sur leurs cours d'éducation civique et sur leurs besoins ou leurs désirs pour améliorer l'efficacité de ces cours.

Les différents cours d'éducation civique à l'école

Les écoles étudiées présentent des approches variées de l'enseignement de l'éducation civique dans l'enseignement secondaire, mais il existe un problème commun de manque de clarté dans les objectifs d'apprentissage. Ce manque de clarté peut semer la confusion chez les élèves et présenter des défis en termes d'impacts.

Les différentes approches de l'éducation à la citoyenneté

L'approche de l'éducation à la citoyenneté varie d'un pays à l'autre en fonction de plusieurs critères[9] :

- Répartition des heures d'éducation civique : Dans certains pays comme la France, des heures dédiées sont allouées à l'éducation civique dans le cursus scolaire. Dans d'autres pays comme l'Espagne, la Finlande et la Roumanie, l'éducation civique est intégrée de manière transversale à d'autres matières comme la philosophie ou les sciences sociales. Cette intégration rend difficile la quantification exacte du nombre d'heures consacrées spécifiquement à l'éducation civique.
- Description des objectifs d'apprentissage : Tous les pays étudiés ont des lignes directrices générales décrivant les objectifs de l'éducation civique. Ces descriptions sont généralement concises. Ils servent de guide aux enseignants concernant le contenu à couvrir dans leurs cours. Certains pays, comme le Portugal, peuvent avoir des objectifs plus spécifiques et détaillés. En outre, certains pays énumèrent des résultats d'apprentissage spécifiques pour les élèves, détaillant les connaissances et les compétences que les jeunes doivent avoir acquises en éducation civique à la fin de leurs années scolaires.

9 Commission européenne, Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture, L'éducation à la citoyenneté à l'école en Europe, 2017, Office des publications, 2018, https://data.europa.eu/doi/10.2797/536166

- Uniformité des contenus et des objectifs à l'intérieur d'un pays : selon leur organisation, les Etats nationaux peuvent laisser une certaine autonomie aux régions pour organiser l'éducation civique dans les écoles (Espagne, Roumanie). Dans ce cas, il existe une disparité dans le nombre d'heures consacrées à l'éducation civique et dans les objectifs spécifiques de cet apprentissage.
- La différence entre écoles professionnelles et écoles d'enseignement général : il est important de noter que l'enseignement de l'éducation civique chez des élèves du même âge dépend aussi de la nature de leur école. On constate que les programmes scolaires sont moins bien fournis voire inexistants sur cette question pour les jeunes des lycées professionnels. Lorsqu'elle existe, une différence intéressante est la présence de cours dédiés dans les écoles professionnelles, là où les écoles générales ont des cours transversaux.

Il existe une grande disparité dans les approches de l'éducation civique à la fois entre les pays européens et même au sein d'un pays au niveau national. Il est difficile de déterminer quelle approche est la meilleure, car l'accent devrait être mis sur la compréhension des effets de ces enseignements sur les élèves.

L'éducation civique dans les écoles secondaires vue par l'Union européenne :

Dans une résolution d'avril 2022, le Parlement européen déplore l'absence d'une définition et d'un cadre communs pour l'éducation civique entre les pays membres. Ils soulignent que les politiques publiques d'éducation civique souffrent d'un manque de mise en œuvre au niveau national. Il est également préoccupé par le peu d'attention accordée aux aspects européens et mondiaux de la citoyenneté dans les programmes nationaux.
Il recommande notamment d'investir davantage dans des modules pédagogiques sur l'Union européenne dans les écoles et de promouvoir davantage l'éducation informelle dans le cadre de l'éducation civique.

Impact limité de l'éducation civique scolaire sur les élèves

Au cours de notre enquête, nous avons observé que l'absence d'une définition claire de la citoyenneté elle-même, ainsi que sa nature multidimensionnelle, peuvent en effet rendre difficile la conception de cours et l'évaluation efficace des compétences des élèves.

L'intégration de l'éducation à la citoyenneté dans diverses matières peut poser des problèmes en termes de définition et de mesure des compétences spécifiques acquises. Cela nécessite une coordination et une collaboration entre les enseignants de différentes disciplines pour assurer une approche globale de l'éducation civique. Pour ceux qui n'ont pas d'heures dédiées, il était crucial de les intégrer d'une manière ou d'une autre dans le cursus scolaire.

Les répondants ont également déclaré que la déconnexion entre l'apprentissage et les expériences de la vie réelle peut diminuer la perception des élèves de la pertinence et de l'aspect pratique des compétences civiques. Lorsque l'accent n'est pas mis sur l'application des concepts appris, les élèves peuvent avoir du mal à voir comment ils peuvent appliquer ces compétences dans leur vie quotidienne ou comprendre l'impact de leurs actions sur la société.

Interrogés sur la manière de relever ces défis, les participants déclarent qu'il est important de trouver un équilibre entre les connaissances théoriques et l'application pratique. L'éducation civique devrait aller au-delà de l'enseignement du fonctionnement du système et mettre l'accent sur le rôle actif des individus dans la formation de leurs communautés. Cela peut être réalisé grâce à un apprentissage basé sur des projets, des simulations et des expériences de la vie réelle qui permettent aux élèves de s'engager directement sur des questions d'actualité, d'exprimer leurs opinions et de comprendre le poids de leurs voix et de leurs actions.

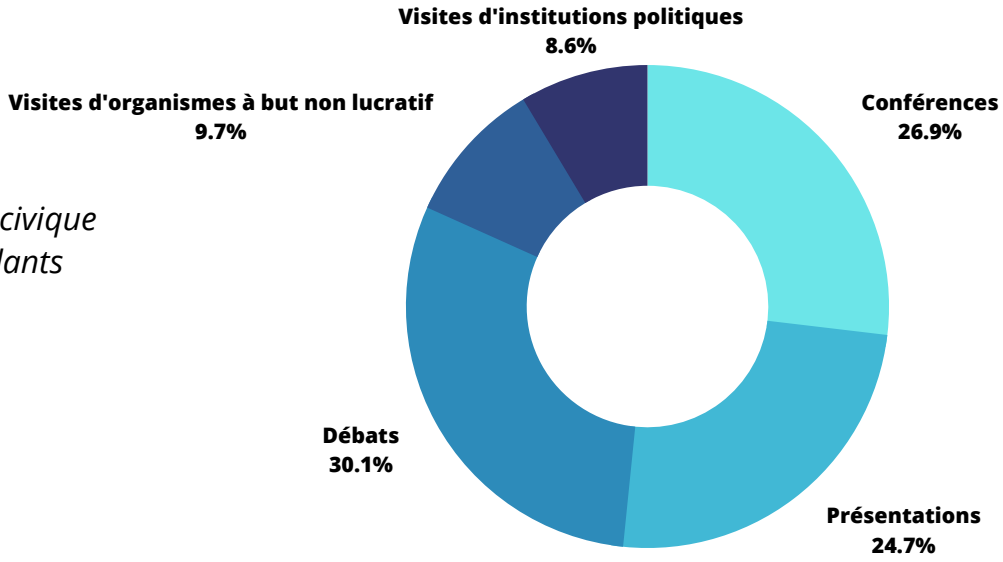
Améliorer l'efficacité de l'éducation civique

Pour améliorer l'efficacité des apprentissages, il apparaît essentiel de renouveler les approches pédagogiques pour assurer un effet durable sur les apprenants et valoriser leur engagement citoyen dans leur parcours académique. Les répondants semblent focalisés sur deux éléments : rendre les élèves actifs dans leurs apprentissages et impliquer des acteurs extérieurs.

Rendre les élèves acteurs de leur apprentissage

Les cours d'éducation civique sont principalement dispensés sous la forme de leçons traditionnelles dirigées par un enseignant, où diverses méthodes telles que l'analyse de texte, des conférences, des débats ou des présentations d'élèves sont employées. Cependant, les jeunes répondants trouvent ces méthodes d'enseignement insuffisamment engageantes pour avoir un impact durable sur leur expérience d'apprentissage.
Bien que l'analyse de texte, les conférences, les débats et les présentations des élèves soient des approches pédagogiques courantes dans les cours d'éducation civique, les répondants estiment que ces méthodes ne captent pas pleinement leur intérêt ou ne facilitent pas un apprentissage en profondeur. Ils perçoivent ces méthodes comme passives et manquant d'interactivité, ce qui peut limiter leur participation et ne produit d'effets durables sur leurs connaissances et leurs compétences

Types d'activités d'éducation civique existantes selon les répondants



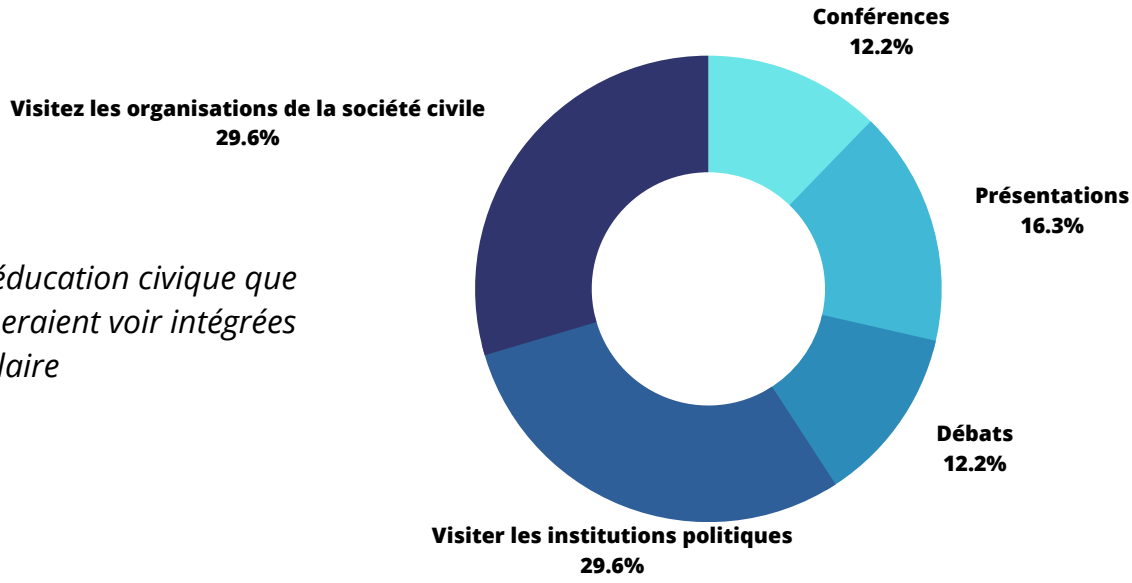
Les jeunes interrogés souhaitent participer davantage au choix des matières et aborder activement les problèmes qui sont importants. Ils peuvent identifier plusieurs avantages à leur implication active dans les décisions curriculaires :

1. Implication dans l'apprentissage : lorsque les élèves ont leur mot à dire dans le choix des matières, ils se sentent plus concernés par les sujets traités. Cette implication peut conduire à une motivation accrue, à une participation et à un engagement plus profond.
2. Prise de conscience de leur pouvoir d'action : En participant aux décisions liées au programme d'études, les élèves prennent conscience du pouvoir d'action et de l'influence qu'ils peuvent avoir sur le façonnement de leur expérience éducative. Cette compréhension de leur pouvoir d'agir peut s'étendre au-delà de la salle de classe, leur permettant de s'engager dans d'autres domaines de leur vie et de leur communauté.
3. Développement de nouvelles compétences : La participation active aux décisions relatives aux programmes nécessite des compétences en matière de pensée critique, de communication, de collaboration et de négociation. En participant à ces processus, les élèves développent des compétences importantes applicables dans divers contextes, tels que la résolution de problèmes, la prise de décision et le travail d'équipe.
4. Effet plus durable de l'apprentissage : Lorsque les élèves ont un rôle direct dans le choix des matières et la résolution des problèmes du monde réel, l'apprentissage devient plus significatif et pertinent pour leur vie. Cela peut se traduire par une meilleure compréhension et une plus durabilité des connaissances et des compétences au fil du temps, car ils voient l'impact immédiat et l'application de ce qu'ils apprennent.

Les répondants sont conscients que la mise en œuvre d'une participation accrue des élèves aux décisions relatives aux programmes d'études nécessite un équilibre entre la contribution des élèves et l'expertise des experts en pédagogie. Le programme d'études doit toujours s'aligner sur les politiques éducatives et les objectifs d'apprentissage tout en permettant une flexibilité pour l'engagement des élèves.

À leur avis, les écoles peuvent créer un environnement d'apprentissage plus centré sur l'élève et responsabilisant, favorisant un sens des responsabilités et promouvant les compétences d'apprentissage tout au long de la vie en impliquant activement les élèves dans les décisions relatives aux programmes.

Types d'activités d'éducation civique que les répondants aimeraient voir intégrées au programme scolaire



Impliquer des acteurs externes

Les répondants rapportent un cloisonnement de leur apprentissage scolaire et de son application dans le monde extérieur. Ils regrettent le manque de compétences pratiques dans les cours d'éducation civique ou le caractère trop théorique des activités réalisées.
Ils suggèrent d'établir plus de liens entre l'école et divers acteurs de la société, ainsi que la mise en œuvre de programmes de bénévolat pour améliorer l'éducation civique et l'engagement des élèves.

Ils estiment que la création de liens entre l'école et ces acteurs peut permettre aux étudiants de mieux comprendre les acteurs existants, leurs objectifs et leurs missions. Cela peut également aider les élèves à reconnaître les diverses façons dont les individus et les organisations contribuent à l'amélioration de la société. Par exemple, ils citent le fait que les écoles peuvent faciliter cela en invitant des représentants de différentes associations, d'institutions publiques et d'autres acteurs de la société civile à interagir avec les élèves par le biais de conférences-débats, d'ateliers ou de projets collaboratifs. Ces interactions peuvent donner aux élèves un aperçu des rôles et des fonctions de ces acteurs, développer la citoyenneté et encourager une participation active.

Selon leurs expériences, les participants pensent que la mise en place de programmes de bénévolat, qu'ils soient gérés par l'école ou en collaboration avec des organismes externes, est un excellent moyen pour les élèves de s'engager activement dans leur communauté et de développer leur sens de la citoyenneté. Les étudiants peuvent appliquer leurs compétences, avoir un impact positif et acquérir une expérience pratique grâce à des programmes de bénévolat. Afin de renforcer l'importance de l'engagement civique et d'encourager les élèves à explorer différentes façons de s'impliquer, il est important de reconnaître et de valoriser les expériences de bénévolat dans le parcours scolaire d'un élève.

La démocratie représentative et le service public sont des facteurs importants de citoyenneté car les jeunes répondants expriment leur désir de plus de proximité avec les acteurs institutionnels. La création d'opportunités pour les étudiants d'interagir avec les acteurs institutionnels peut aider à démystifier le fonctionnement des institutions publiques et permettre aux étudiants de comprendre comment ils peuvent participer aux processus démocratiques. Accueillir des conférenciers invités des secteurs de la fonction publique, faciliter la participation des étudiants aux consultations publiques ou organiser des visites dans les bureaux gouvernementaux sont quelques-unes des façons d'y parvenir.

Expériences de la démocratie à l'école

Si les modèles existants dans les écoles des jeunes concernés présentent les impliquent parfois dans la gouvernance, cela ne suffit pas à les sensibiliser à l'importance de la participation aux élections.

Représentation étudiante dans les instances dirigeantes

Les écoles partenaires ont mis en place une représentation indirecte des élèves dans certaines instances décisionnelles. Le processus électoral permet aux étudiants de se familiariser avec la démocratie représentative. Cette pratique offre aux élèves des occasions de développer des compétences civiques et de participer activement à l'élaboration de leur environnement scolaire. Les répondants sont satisfaits de ce mode de participation à la gouvernance de l'établissement. Il semble donc que le modèle par représentation des élèves existant est efficaces pour donner une voix aux élèves et leur permettre d'exprimer leurs besoins et leurs désirs auprès de l'administration et du personnel enseignant.

Il est important de noter que la représentation des élèves ne se concentre que sur les questions liées à la vie du corps étudiant telles que les organisations de bals, les collectes humanitaires, les événements culturels spéciaux, la salle commune des étudiants... ces décisions sont également soumises à l'approbation de l'autorité de tutelle (généralement le directeur). Dans notre enquête, les élèves sont complètement exclus des processus décisionnels académiques.

Bien que les répondants à notre enquête ne demandent peut-être pas d'autres formes de participation, telles qu'un budget participatif ou des consultations directes, il est important de noter que différents élèves peuvent avoir des préférences et des besoins différents en matière d'engagement civique. Par conséquent, il est toujours utile d'évaluer et d'évaluer périodiquement l'efficacité des modèles existants.[10]

Il convient également de considérer que la satisfaction à l'égard des modèles actuels de participation ne se traduit pas nécessairement par un niveau élevé d'intérêt pour le processus électoral plus large en dehors du milieu scolaire. Pour combler cet écart, il reste essentiel de fournir une éducation civique complète qui aide les élèves à comprendre l'importance de participer au processus démocratique au-delà du cadre scolaire et le relie à leur vie de citoyens.

Donner du sens à la voix des élèves

Bien que les étudiants comprennent la démocratie représentative et en fassent l'expérience dès leur plus jeune âge grâce aux élections des représentants étudiants, il y a encore un manque d'intérêt pour le vote chez les jeunes du "monde réel". Pour les répondants, ce phénomène n'est pas dû à un manque de connaissances sur le système politique et le processus électoral mais à un manque d'éducation sur le sens de leur voix. L'école leur apprend suffisamment à savoir comment fonctionne la démocratie représentative, mais elle n'apprend pas à développer leur capacité à agir ni leur motivation à le faire.

Les jeunes demandent les compétences et les connaissances qui leur permettent de réaliser le poids de leur voix. Ils veulent plus d'éducation visant à les rendre responsables et autonomes. L'éducation scolaire et civique doit leur donner les clés et les outils pour pouvoir, une fois sortis de l'école, trouver leur voie et être convaincus que leurs actions ont des conséquences sur leur vie et celle de leur communauté. Ainsi, ils ont la capacité d'aider et de faire la différence en agissant et en s'engageant de différentes manières selon leurs affinités et leurs compétences. Pour ce faire, il est important de souligner la diversité de l'engagement citoyen : voter n'est pas le seul moyen d'exercer la citoyenneté.

10. ECOS, 2016, Échelle de Référence des Écoles Citoyennes Participatives : un outil pour la Participation Scolaire ! https://ec.europa.eu/programmes/erasmus-plus/project-result-content/2ba2e2b1-a2ba-4a19-bd22-1d32856e39c5/Escala_EN_sote.pdf

Valoriser l'implication des élève par la participation et l'engagement civique est également un élément crucial. Il s'agit notamment d'identifier les compétences acquises, d'augmenter le temps qui y est consacré, etc. Les répondants regrettent que ces engagements ne soient pas ou peu pris en compte dans leur parcours scolaire.

Les jeunes participants à l'enquête souhaitent que les cours soient axés sur l'acquisition de compétences et la formation d'un esprit critique. Au-delà de comprendre le système politique et social, et les acteurs qui le composent, ils veulent apprendre comment agir dans ces systèmes et pourquoi il faut le faire au-delà d'une injonction extérieure et vague de « citoyenneté ».

Remarques finales

L'analyse des résultats de l'enquête révèle des points communs entre les différents pays concernant les points de vue des jeunes sur la façon dont l'éducation civique est enseignée dans les écoles et leurs besoins et désirs à cet égard.

Nous observons que la citoyenneté est un concept complexe et multidimensionnel. L'enseignement de l'éducation civique manque souvent d'un aspect pratique qui peut favoriser la participation active et l'engagement des élèves au-delà du cadre scolaire. Il manque également d'objectifs pédagogiques clairs. Plusieurs domaines d'amélioration ont été identifiés sur la base des résultats de l'enquête :

- Accompagner les jeunes dans l'identification des savoirs et compétences liés à la citoyenneté qu'ils acquièrent tout au long de leur parcours scolaire.

- Offrir des activités participatives et concrètes qui engagent activement les élèves dans le processus d'apprentissage.

- Impliquer des acteurs externes, tels que des organisations communautaires ou des autorités locales, pour fournir des perspectives et des expériences du monde réel en matière d'éducation civique.

- Identifier les besoins spécifiques des jeunes et y répondre dans le respect des réglementations et cadres pédagogiques.

- Engager les élèves dans leur propre parcours éducatif en favorisant leur prise d'initiative et en encourageant le développement de nouvelles compétences.

- Repenser le rôle des enseignants dans l'éducation civique pour promouvoir l'apprentissage horizontal, où les élèves contribuent activement à leur propre éducation et collaborent avec leurs pairs.

Lectures complémentaires

Rapport Eurydice sur l'éducation à la citoyenneté en Europe 2017

Chobeaux, François. « Formation des jeunes et citoyenneté : et pourtant, elles marchent... », Après-demain, vol. 5,nf, no. 1, 2008, pp. 31-33.

Parlement européen, Mise en œuvre des actions d'éducation à la citoyenneté dans l'UE, 2021 : https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2021/694207/EPRS_STU(2021)694207_EN.pdf

Golubeva, I., « Les liens entre l'éducation et la citoyenneté active/l'engagement civique », rapport ad hoc NESET, 2018. https://nesetweb.eu/wp-content/uploads/2019/06/NESET2_AHQ1.pdf

Conseil de l'Union européenne, «Recommandation du Conseil du 22 mai 2018 sur les compétences clés pour l'apprentissage tout au long de la vie (2018/C 189/01)», Journal officiel de l'Union européenne, C 189, 1er mai 2018.

Ragi Tariq. Citoyenneté et participation des jeunes en France. In: Agora débats/jeunesses, 27, 2002. Les jeunes et le risque. pp. 106-120.

Hoskins, B., Abs, H., Han, C., Kerr, D., Veugelers, W. (2012). Rapport d'analyse contextuelle : Citoyenneté participative dans l'Union européenne. Bruxelles : commandé par la Commission européenne, programme L'Europe pour les citoyens.

Schulz, W. et al., Becoming Citizens in a Changing World, IEA International Civic and Citizenship Education Study 2016 International Report, Springer, Cham, 2016.

Abs, HJ & Hahn-Laudenberg, K. (2017). L'état d'esprit politique des jeunes de 14 ans. resultats de Étude internationale sur l'éducation civique et citoyenne 2016. Muenster : Waxmann

ECOS, 2016, Échelle de Référence des Écoles Citoyennes Participatives : un outil pour la Participation Scolaire ! https://ec.europa.eu/programmes/erasmus-plus/project-result-content/2ba2e2b1-a2ba-4a19-bd22-1d32856e39c5/Escala_EN_sote.pdf

EUROPEAN **YOUTH** PARLIAMENT
PARLEMENT EUROPÉEN DES **JEUNES**
FRANCE

Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union

European ACCES

Acts and Cooperation for Civic Education in Schools

Le soutien de la Commission européenne à la production de cette publication ne constitue pas une l'approbation du contenu, qui ne reflète que les opinions des auteurs, et la Commission ne peut être responsable de tout usage qui pourrait être fait des informations qui y sont contenues.